

Monsieur Joël SAUVAGET  
Président du COCETA  
41 rue des frères Rousseau  
44860 ST AIGNAN GRANDLIEU

Paris, le

**21 MARS 2019**

**A rappeler dans toute correspondance :**  
**N/Réf : 19-003679 / RECEVABILITE**  
Interlocuteur : Matthieu Crombet  
Courriel : matthieu.crombet@defenseurdesdroits.fr



Monsieur,

Vous avez attiré l'attention du Défenseur des droits sur la décision du Gouvernement d'annuler la construction d'un aéroport sur le territoire de la commune de Notre-Dame-des-Landes, et vous sollicitez son intervention.

Vous nous informez que ce projet avait pour but de délester l'aéroport de Nantes-Atlantique.

Nous vous remercions pour votre témoignage et vos observations, qui participeront à alimenter les réflexions et à définir les priorités d'action du Défenseur des droits.

Sensibles à vos préoccupations, nous vous informons qu'une des missions du Défenseur des droits consiste à défendre les droits et libertés des usagers dans le cadre de leurs relations avec l'administration. Dans ce cadre, son intervention ne se justifie que lorsqu'il apparaît qu'une personne physique ou morale est lésée par le fonctionnement d'une administration ou d'un service public.

Nous avons pris connaissance de votre demande avec la meilleure attention, mais nous vous informons que le Défenseur des droits n'est pas compétent pour s'immiscer dans l'action administrative, notamment dans la réalisation d'infrastructures.

Ainsi, nous ne pouvons que vous inviter à prendre l'attache de la Préfète de Loire-Atlantique qui pourra vous renseigner sur le devenir de cette zone initialement dédiée à la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

La procédure ouverte auprès du Défenseur des droits est donc désormais achevée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur - Recevabilité, Orientation, Accès aux droits

  
Fabien DECHAVANNE

**Vous pensez que vos droits n'ont pas été respectés ? Écrivez gratuitement au Défenseur des droits**

Défenseur des droits - Libre réponse 71120 - 75342 Paris Cedex 07

+33 (0) 1 53 29 22 00

[www.defenseurdesdroits.fr](http://www.defenseurdesdroits.fr)